

L'opinion publique canadienne à la veille des élections fédérales

Pierre Drouilly et Pierre-Alain Cotnoir

Les auteurs sont membres du Groupe de recherches sur l'opinion publique
(GROP)

Dans une analyse parue les 19 et 20 février dans *La Presse*, nous avons conclu, sur la base des sondages disponibles depuis trois ans et sur la foi des projections effectuées à partir de ces sondages, que le gouvernement libéral de M. Jean Chrétien serait facilement réélu avec une majorité accrue, que le Bloc québécois conserverait au moins une cinquantaine de députés élus même si son vote s'érodait, et enfin que l'effondrement, annoncé par les sondages, du Parti réformiste et le plafonnement des intentions de vote au Parti conservateur et au N.P.D., garantirait au Bloc québécois de demeurer l'Opposition officielle à la Chambre des communes, et cela dans des conditions meilleures qu'aujourd'hui, puisqu'à lui seul il pourrait détenir plus de sièges que les trois autres partis d'opposition réunis.

À la veille du déclenchement probable de l'élection fédérale, et sur la base de quatre sondages pan-canadiens publiés récemment, nos conclusions demeurent-elles encore valables? Oui et non.

Des sondages contradictoires

Les quatre sondages effectués durant le mois de mars sont ceux des firmes Angus Reid, Environics, Gallup et Canadian Facts. Alors que les trois derniers situent le Parti libéral aux alentours de 50 % pour l'ensemble du Canada, Angus Reid place les Libéraux au même niveau que le résultat de l'élection de 1993, soit 41 %. La maison Angus Reid enregistre une baisse continue de l'appui aux Libéraux depuis six mois: 52 % en octobre 1996, 47 % en novembre, 46 % en décembre, 45 % en janvier 1997, 46 % en février et maintenant 41 % en mars. Cette érosion des intentions de vote au Parti libéral se retrouve dans toutes les régions du Canada, et elle s'accompagne d'une remontée modérée du Parti conservateur et du NPD, d'une grande stabilité du Bloc québécois, mais surtout d'une forte poussée, dans le sondage du mois de mars, des intentions de vote au Parti réformiste.

Selon Angus Reid, la baisse du Parti libéral est surtout sensible dans les Prairies (Manitoba et Saskatchewan) où les libéraux ne recueilleraient que 37 % du vote, en Alberta où ils seraient à 26 % et en Colombie britannique où ils seraient à 34 %. La poussée du Parti réformiste se produirait dans les Prairies (28 %) et surtout en Alberta (38 %) et en Colombie britannique (36 %), provinces dans lesquelles le Parti réformiste aurait repris les devants. À peu de choses près, le dernier sondage Angus Reid indique que, dans chacune des régions du Canada, les intentions de vote seraient aujourd'hui semblables au vote enregistré en 1993. Cela explique que la projection en nombre de sièges conduit à un parlement à peu près identique à celui issu des élections de 1993, avec 180 libéraux, 52 bloquistes, 52 réformistes, 11 conservateurs, 5 néo-démocrates et un indépendant (tableau 1).

Les trois autres maisons de sondage par contre, ne mesurent pas une telle baisse des intentions de vote au Parti libéral, et si elles situent le Bloc québécois, le Parti conservateur et le NPD sensiblement au même niveau qu'Angus Reid, elles placent toutefois les intentions de vote au Parti réformiste à un niveau sensiblement plus bas qu'Angus Reid. Environics place le Parti libéral en tête dans toutes les régions du Canada, sauf le Québec et l'Alberta, alors que Gallup pour sa part place les Libéraux en avance même au Québec (nous ne disposons pas des résultats régionaux pour Canadian Facts).

C'est pour cela que les projections accordent, tant pour le sondage Environics que pour celui de Gallup, plus de 220 libéraux élus, face à une cinquantaine de bloquistes et moins de trente députés élus pour les autres trois partis d'opposition réunis (tableau 1). C'était là l'essentiel de nos conclusions de février dernier.

Pour départager les maisons de sondage canadiennes, il faudrait disposer d'informations dont nous ne disposons pas: formulation des questions, méthodes d'échantillonnage, taux de non réponse, pourcentage d'électeurs indécis et méthode de répartition des répondants «discrets». Mais par intuition, et à titre d'hypothèse, nous sommes portés à penser que le Parti réformiste réussira mieux à l'élection que ce qu'en disent les sondages, et que le dernier sondage de la maison Angus Reid s'approche peut-être plus de la réalité que les autres. Ce serait à nos collègues politologues du Canada de nous éclairer sur ce point.

Fort heureusement, au Québec les choses paraissent plus simples: depuis un an, et malgré les vicissitudes qu'il a connues, le Bloc québécois maintient l'essentiel de ses appuis dans l'opinion publique. C'est ce que révèlent tant les sondages pan-canadiens, que les sondages menés par les firmes québécoises (tableau 2). Il s'en dégage, au-delà des variations d'un sondage à l'autre, que les intentions de vote en faveur du Bloc québécois se situent aux alentours de 45 %, laissant moins de 40 % au Parti libéral, alors que le Parti conservateur n'arrive pas à faire mieux qu'en 1993. Cette configuration devrait garantir au Bloc québécois une cinquantaine de députés élus.

Les enjeux pour le Bloc québécois

On peut identifier trois objectifs au Bloc québécois, que les différents candidats à la récente course à la chefferie se sont d'ailleurs eux-mêmes donné à un moment ou l'autre: 1) dépasser 50 % des voix, 2) faire élire plus de députés qu'en 1993, et 3) conserver l'Opposition officielle à la Chambre des communes.

Disons-le tout net: le premier objectif est, dans le contexte actuel, passablement irréaliste et presque impossible à atteindre pour les souverainistes. Les sondages actuels situent le Bloc québécois aux environs de 45 %, lorsque l'on utilise une répartition réaliste des répondants discrets dans les sondages, au même niveau d'ailleurs que le Parti québécois ou un OUI dans un éventuel référendum. Bien entendu, dira-t-on, une bonne campagne électorale pourrait faire la différence. Certes, mais depuis un quart de siècle, le vote souverainiste n'a jamais atteint les 50 %, même s'il s'en est approché (49,3 % au Parti québécois en 1981, 49,3 % au Bloc québécois en 1993, 49,6 % au OUI en 1995). Seul le vote contre l'entente de Charlottetown en 1992 a atteint 56,7 % des voix, mais ce n'était pas seulement un vote souverainiste, et par ailleurs le Parti libéral du Québec a fait la pire campagne électorale que l'on puisse concevoir (affaire Wilhemy).

Le second objectif est déjà de l'ordre du réalisable. En effet, l'extrême polarisation du vote sur une base linguistique garantit au Bloc québécois, même s'il obtient un vote inférieur à celui de 1993, de conserver l'essentiel de sa députation: les projections, même avec un vote de 45 %, lui accordent une cinquantaine d'élus. En 1993, un certain nombre d'élus bloquistes l'ont été par des marges infimes; dans un certain nombre d'autres cas, le candidat bloquiste a été défait par quelques points. Quand une circonscription est gagnée ou perdue par

quelques centaines de voix, cela ne dépend pas de l'état général de l'opinion publique: c'est, dans la plupart des cas, l'organisation qu'il faut alors féliciter, ou blâmer selon le cas. Un bon plan de campagne, couplé à une analyse fine de la composition de l'électorat local, qui identifierait correctement les circonscriptions qu'il faut préserver et celles qu'il faut conquérir, pourrait permettre au Bloc québécois de faire élire autant de députés qu'en 1993, et peut-être deux ou trois de plus. Cela permettrait du même coup d'atteindre le troisième objectif.

En effet, ce que l'analyse révèle, c'est que le maintien du Bloc québécois comme Opposition à Ottawa dépend largement de facteurs qui lui échappent. À moins de renversements spectaculaires, que les sondages n'annoncent pas, le Parti libéral est assuré de former le prochain gouvernement; le Parti conservateur et le N.P.D. peuvent tout au plus améliorer leur position, mais cela ne devrait pas se traduire par l'élection de plus qu'une poignée de députés. Si le vote au Parti réformiste baisse le moins à la prochaine élection, à cause de l'extrême fragilité de la plupart des victoires qu'il a obtenues en 1993, sa députation risque elle aussi de se réduire à une poignée de députés. Si, par contre, comme l'annonce le dernier sondage Angus Reid, le Parti réformiste maintient ses positions de 1993, il se retrouvera avec une députation sensiblement égale à celle de 1993, soit une cinquantaine de députés, tout comme celle du Bloc québécois. Alors comme en 1993, du Bloc québécois et du Parti réformiste, le parti appelé à former l'Opposition officielle sera déterminé au «photo finish». Il y aura au moins cela d'intéressant dans une soirée des élections qui s'annonce par ailleurs sans surprises.

Mais si le Bloc québécois se retrouve avec moins de voix, moins de députés et, par malchance, dépouillé de l'Opposition officielle au Parlement fédéral, qui pourra s'empêcher de penser, qu'après la presque victoire du OUI au référendum de 1995, la marée souverainiste commence à se retirer? En tout cas, qui pourra empêcher les adversaires de la souveraineté de le dire haut et fort?

Tableau 1
Sondages canadiens du mois de mars 1997
et projections en nombre de députés

	Libéral	BQ	PC	PR	NPD	Autres
Élection de 1993	41 %	14 %	16 %	19 %	7 %	3 %
Élus en 1993	184	55	2	53	6	1
Angus Reid	41 %	11 %	18 %	17 %	12 %	1 %
Projection (sièges)	180	52	11	52	5	1
Environics	47 %	12 %	16 %	12 %	12 %	1 %
Projection (sièges)	225	48	6	16	5	1
Gallup	52 %	10 %	18 %	9 %	9 %	1 %
Projection (sièges)	239	43	8	5	5	1
Canadian Facts	49 %	14 %	18 %	8 %	8 %	4 %

Tableau 2
Sondages récents pour le Québec

	Libéral	BQ	PC	PR	NPD	Autres
Élection de 1993	33 %	49 %	14 %	-	2 %	2 %
Élus en 1993	18	55	1	-	-	1
Angus Reid	36 %	44 %	14 %	2 %	3 %	1 %
Projection (sièges)	21	52	1	-	-	1
Environics	42 %	44 %	10 %	1 %	2 %	1 %
Projection (sièges)	25	48	1	-	-	1
Gallup	47 %	41 %	10 %	-	-	2 %
Projection (sièges)	30	43	1	-	-	1 %
Léger & Léger	36 %	45 %	10 %	-	-	9 %
Projection (sièges)	20	53	1	-	-	1
CROP	31 %	48 %	17 %	-	-	3 %
Projection (sièges)	19	54	1	-	-	1
Sondagem	37 %	44 %	15 %	-	-	5 %
Projection (sièges)	21	52	1	-	-	1